

Je sais que le Livre blanc de 1946 a frappé mon imagination. Il m'a fasciné, comme le concept du socialisme démocratique dans les années 30. Mais il faut tirer les leçons de l'expérience, monsieur l'Orateur. Lorsque nous formions le gouvernement en 1957, certains ministériels avaient planifié durant la dépression et pendant la guerre certains programmes en prévision du jour où, par miracle, nous réussirions à siéger de l'autre côté de la Chambre.

Nous avons profité du fait que nos voisins du sud étaient terriblement préoccupés du fait de l'utilisation d'une très forte partie de leurs ressources au cours de la guerre. En 1950, la Commission Paley a publié un rapport, le fruit de six années d'étude. Malheureusement pour les Américains, le Congrès n'a pas daigné tenir compte du rapport Paley qui compte cinq volumes. Ce rapport prédisait en effet que les États-Unis connaîtraient en 1980 une grave pénurie de plusieurs ressources stratégiques, notamment de pétrole et de gaz. La seule différence par rapport aux prévisions de 1949-1950, c'est que les pénuries se sont fait sentir plus tôt que prévu et que la panique s'est emparée des Américains.

Cela m'amène à faire une petite réflexion qui a beaucoup d'importance. Je pense que le député de Davenport a mal interprété les propos du député d'Edmonton-Strathcona au sujet de la croissance. Je connais l'opinion de ce dernier; il veut bien la croissance, mais il s'oppose à une croissance effrénée qui n'aille pas de pair avec un objectif social. Voilà toute la différence. Il a lu Dennis Meadows et il peut faire la distinction entre les diverses formes de croissance; il sait aussi que la théorie de la croissance est fondée sur des principes complètement faux. Il sait ce qu'ont dit les scientifiques à ce sujet. Il est au courant des efforts déployés par tous les gouvernements au cours de l'année géophysique internationale, c'est-à-dire en 1960-1961. Les réserves mondiales sont censées ne pas être renouvelables; nous constatons pourtant qu'elles continuent à s'accroître. En effet, la terre produit des ressources soi-disant non renouvelables dans le processus de ses mutations et de ses pressions internes. Je ne vais pas entrer dans les détails. Tout ce que je veux dire, c'est que notre monde est toujours en devenir et ce disant, je reflète l'opinion de mon parti et aussi celle de la plupart des habitants de notre planète; c'est ce que j'espère du moins. Je suis persuadé qu'au cours des 30 ou 40 prochaines années, cette croissance fera de plus en plus appel aux ressources énergétiques renouvelables.

● (1750)

Je suis sûr que les députés m'ont déjà entendu dire à la Chambre: «Ne vous inquiétez pas des problèmes énergétiques. Il n'y a pas de pénurie d'énergie. Quand nous serons fatigués d'utiliser le pétrole et le gaz, ce seront les agriculteurs qui la produiront. Les agriculteurs américains et canadiens produiront une énergie moins chère et plus pure que celle qu'on extrait du sol par d'autres moyens, sans contenu sulfurique». Ce n'est pas pour maintenant. Les politiques éducatives et énergétiques du Canada ne permettent pas d'explorer ces avenues.

J'ai demandé aujourd'hui au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) s'il n'avait toujours pas reçu le rapport de la Middleton Associates de Toronto. Il m'a répondu: «Oui, je l'ai reçu l'automne dernier». Je l'ai reçu, quant à moi, il y a un an, soit en avril de l'année dernière. Il n'y avait rien qui intéressait la sécurité nationale dans ce

Développement économique et social

rapport. C'était un bon rapport. On y énumérait tous les types d'énergies renouvelables pour lesquelles le Canada vient en tête. Il énumère 18 sources différentes d'énergie renouvelable qu'on retrouve dans diverses parties du Canada. Pour six de ces techniques, il précise où il est meilleur marché, plus sain et préférable de recourir aux sources renouvelables plutôt qu'au pétrole, au gaz ou à l'électricité. Il ne faut pas cacher au grand public un rapport comme celui-là.

Voici la deuxième question que je pose au ministre aujourd'hui: est-il prêt à mettre ce rapport à la disposition du public et surtout des provinces et des municipalités qui ne reçoivent de documentation que celle publiée par l'establishment. Au dire des mandarins qui contrôlent le Canada, la solution au problème énergétique est de mettre tout l'accent sur les centrales nucléaires. Celles-ci sont bonnes, mais il y a d'autres moyens qui sont meilleur marché et moins polluants, comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie marémotrice et toutes les énormes réserves géothermiques. Pourquoi cacher toutes ces connaissances à la population? C'est parce que, ont dit nos maîtres, nous avons conçu la grande centrale nucléaire CANDU. J'ai joué un rôle important dans l'affaire quand l'idée a été conçue au début. Elle est bonne, mais il n'y a aucune raison de dire que c'est la seule solution.

En terminant, j'aimerais dire que le député d'Edmonton-Strathcona a bien servi le pays en proposant d'établir un comité spécial, comme il y en a déjà eu dans les régimes parlementaires d'inspiration britannique, qui permet un contact direct avec le peuple. C'est une idée à laquelle il faudrait donner suite. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'autres façons, comme la Conférence sur les Ressources et notre Avenir que nous avons tenue en 1961. C'est une bonne idée qui redonnerait au Parlement son rôle de conseiller.

Il y a eu un comité du Sénat en 1957-1958. M'inspirant du rapport qu'il avait produit, j'ai conçu, en tant que ministre, la loi sur l'ARDA que les spécialistes des sciences sociales mettant au rang des lois les plus progressistes, les plus radicales au monde. Elle n'a pas beaucoup servi, mais les principes sont encore valables. C'était l'œuvre d'un groupe de sénateurs qui a convoqué des citoyens pour entendre leur opinion sur l'utilisation des terrains et des ressources en eau. Un comité spécial pourrait faire la même chose.

J'ai une longue liste de sujets dont je veux traiter. Mais le député d'Edmonton-Strathcona nous propose de former un comité spécial, d'aller chercher des idées, d'essayer de donner à notre pays un objectif national afin que nous ne perdions pas notre temps à gloser sur les événements. Il faut savoir où l'on veut aller avant de planifier pour les dix ou quinze prochaines années. On ne peut pas être trop précis, mais les Canadiens sauront dire dans quelle direction ils veulent aller. Le député croit que c'est dans cette direction qu'il y aura croissance mais nous aurons tous un objectif national et un objectif social à poursuivre car tous les pays progressent en s'appuyant sur leurs ressources humaines et leurs ressources naturelles. C'est la même chose partout. On prône une approche fondée sur l'indépendance et non sur la charité.

Je voudrais féliciter le député d'Edmonton-Strathcona pour nous avoir suggéré quelque chose de positif et de constructif. Je voudrais féliciter aussi le député de Davenport pour être intervenu en nous présentant une analyse vraiment critique, à